

• (1430)

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, nous avons dit à plusieurs reprises à mon honorable ami et à ses collègues que cette mesure et ses effets éventuels allaient être suivis de près au cours des mois qui suivent. Je ne prends aucun plaisir à réduire les prestations à qui que ce soit, encore moins à nos personnes âgées. Cela ne me cause pas la moindre joie. Mais le fait est que grâce à la prodigalité des gouvernements antérieurs, le Canada n'est guère en mesure de maintenir ses programmes dans les années 1989, 1990 et 1991. J'estime que nous avons le devoir moral d'étudier la question très sérieusement et de faire en sorte que les personnes âgées et les autres soient protégés à l'avenir. Nous sommes en train d'édifier une économie plus solide grâce à la création d'emplois. J'ai donné à mon honorable ami . . .

M. le Président: A mon grand regret, les réponses sont très longues aujourd'hui.

LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): Monsieur le Président, le premier ministre a parlé d'obligation morale, comme il le fait souvent. Il me semble que le gouvernement a l'obligation morale d'avoir de la suite dans ce qu'il dit.

Le premier ministre n'a pas répondu à la question. S'il connaissait en janvier la situation du déficit public, pourquoi a-t-il dit qu'il n'y aurait pas de changement à la pension de vieillesse? Pourquoi le gouvernement vient-il de mettre sur le dos des retraités la charge de réduire le déficit, quand il s'était engagé envers eux en janvier à ne pas le faire? Voilà de quoi il est question quand on parle de moralité en politique.

L'hon. Jake Epp (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur le Président, si le député veut bien se reporter au débat, la question était alors de savoir si le gouvernement appuierait et maintiendrait l'universalité du programme de sécurité de la vieillesse. Voilà de quoi il était question. L'argument dont il parle était à l'époque que le gouvernement ne respectait pas l'universalité. Dans le rapport, l'universalité a été affirmée tout à fait catégoriquement, c'est-à-dire que les gens qui à 65 ans deviennent admissibles à la sécurité de la vieillesse auraient droit à la sécurité de la vieillesse quel que soit le montant de leurs revenus avant ou après la retraite. Le budget n'a rien changé à cela. En fait, s'il examine la quantité d'argent que les pensionnés de la vieillesse vont toucher—puisqu'il aime donner l'impression que leurs chèques vont être réduits—il constatera que loin de diminuer, leurs chèques vont augmenter.

* * *

[Français]

LES FINANCES

ON DEMANDE COMMENT IL EST POSSIBLE DE SOUTENIR QUE LE BUDGET EST DUR MAIS JUSTE

M. Raymond Garneau (Laval-des-Rapides): Monsieur le Président, en l'absence du ministre des Finances, j'adresserai

Questions orales

ma question au premier ministre. On sait qu'il a répété à plusieurs reprises que le budget était dur mais juste, pour employer ses termes: «tough but fair».

Aujourd'hui, le journal *The Globe and Mail* titre, par exemple:

[Traduction]

La réduction du déficit, une façon détournée d'aider les riches

M. Allan Maslove, directeur de l'École d'administration publique de l'Université Carleton, prétend que «le budget se distingue davantage par son transfert de richesses de la classe moyenne à la classe supérieure que par sa réduction du déficit».

[Français]

Compte tenu de ces commentaires d'experts qui ont été publiés aujourd'hui et de plusieurs autres qui l'ont été dans les journaux précédents, le premier ministre pourrait-il expliquer par quel exercice mental, par quel tour de magie, il peut toujours soutenir que son budget est juste et équitable?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, il n'y a pas de magie là-dedans. Au mois de septembre, nous avons pris la relève dans une situation particulièrement difficile. De peine et de misère nous avons commencé le travail laborieux de relance économique parce que c'est la seule façon d'assurer des programmes sociaux pour l'avenir et, depuis le 17 septembre, nous avons collectivement au Canada créé 271,000 nouveaux emplois. A mon avis, pour un chômeur, le meilleur degré d'équité, c'est un nouveau travail; c'est ce que nous avons fait. C'est avec sérieux que nous avons commencé la relance économique. Vendredi dernier, des indications de 70,000 nouveaux emplois sont une preuve additionnelle, et j'espère que le député sera d'accord avec moi, c'est là un pas de l'avant pour la relance économique au Canada et pour la justice sociale.

* * *

LA SÉCURITÉ DE LA VIEILLESSE

LES COMPRESSIONS BUDGÉTAIRES

M. Raymond Garneau (Laval-des-Rapides): Monsieur le Président, le très honorable premier ministre parle de déficit budgétaire.

Je voudrais lui poser une question bien simple. Comment se fait-il qu'en 1985-1986 et 1986-1987 le gouvernement, qui dit avoir des difficultés financières, a de l'argent pour octroyer 900 millions de dollars d'avantages fiscaux à ceux qui font des gains en capital, alors qu'il n'a pas les 265 millions de dollars nécessaires pour garder la pleine indexation des pensions de sécurité de la vieillesse? Comment se fait-il qu'il y avait de l'argent pour les plus riches qui bénéficient d'avantages relativement aux gains en capital, et qu'il n'y en a pas pour les personnes âgées, alors que cela coûte le tiers moins cher?